

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1920.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts sur les revenus.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Au cours de la discussion du projet qui est devenu la loi du 29 octobre 1919, le Gouvernement a déclaré, tant à la Chambre qu'au Sénat, qu'il procéderait éventuellement à la mise au point des dispositions qui seraient reconnues défectueuses par suite de leur vote un peu hâtif.

Le projet de loi, que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, donne suite à ces intentions, renouvelées d'ailleurs dans la Déclaration ministérielle du 16 décembre dernier.

Les modifications proposées sont examinées ci-après dans l'ordre des articles de la dite loi ; la plupart sont rendues nécessaires par des amendements qui ont été apportés « in extremis » et qui ont bouleversé l'économie du nouveau système fiscal.

ARTICLE PREMIER.

Cet article se borne à indiquer, d'une manière générale, la portée du projet, qui est précisée par les articles suivants.

I. — TAXE MOBILIÈRE.

ART. 2.

Le § 2 de l'article 15 de la loi précitée, relatif aux revenus des actions et des parts y assimilées, porte qu'en cas de partage de l'avoir social, la taxe mobilière est basée sur l'ensemble des sommes réparties en espèces, en titres ou autrement, déduction faite du capital social réellement libéré restant à rembourser *et de toutes les sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt.*

Les mots en italiques ont été adoptés en seconde lecture sur la proposition de M. le Représentant Vermeersch : celui-ci fit ressortir qu'il serait contraire à

l'équité de taxer, lors de la liquidation, les bénéfices accumulés qui, déjà antérieurement, avaient subi l'impôt.

Or, l'article 52 de la loi garantit les contribuables contre tout double emploi et il répond à l'équité la plus stricte. Il convient, en effet, de déduire non pas *les* sommes antérieurement imposées, mais les impôts déjà perçus, sinon ce serait permettre que les bénéfices accumulés qui, lors de leur mise en réserve, n'ont acquitté, dans le passé, qu'un impôt variant généralement de 4 à 8 p. c. soient désormais distribués sans même supporter la charge représentant l'écart entre la taxe mobilière de 10 p. c. et les impositions moindres précédemment payées à raison des mêmes éléments. Les mots « et de toutes sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt » sont donc superflus.

Par le maintien de ce texte, on inciterait les sociétés à distribuer d'anciennes réserves et à les remplacer par des bénéfices récents, ce qui ne serait qu'un artifice de comptabilité.

La modification proposée à l'article 52 (voir art. 13 du projet) est du reste de nature à mieux prévenir encore tout double emploi.

II. — TAXE PROFESSIONNELLE.

ART. 3.

Pour marquer son désir de ne pas taxer les revenus du travail représentant le minimum nécessaire à l'existence, la Chambre a introduit dans l'article 25, un dernier alinéa ainsi conçu :

« Toutefois, un acte d'exemption, renouvelable annuellement, sera délivré par l'administration à ceux qui, étant veufs ou mariés et ayant charges de famille, justifieront que leur revenu total n'excède pas 3,000 francs par an. »

Cette formule, d'une application d'ailleurs difficile, est basée sur le revenu global et ne tient pas compte de la population des localités habitées par les intéressés ni de l'importance de leurs charges de famille, alors qu'en ce qui concerne la supertaxe cette distinction est établie par les articles 41 à 43.

Il semble plus rationnel d'appliquer un régime identique tant pour la taxe professionnelle que pour la supertaxe, sauf à reviser, d'après les faits constatés, les dispositions fixant le minimum d'existence exempt de l'impôt (voir art. 10 et 11 ci-après).

La nouvelle disposition faisant l'objet de l'article 3 intéresse tous les redevables de la taxe professionnelle (industriels, commerçants, artisans, employés, ouvriers, pensionnés, etc.). Elle ne profitera donc pas seulement aux ouvriers industriels ou agricoles, mais à tous ceux, sans distinction, qui tirent des revenus de leur travail. En bénéficieront aussi tous les pensionnés.

ART. 4

Aux termes de l'article 29, relatif aux salariés en général, toutes les rémunérations reçues en espèces ou en nature, servent de base à la taxe, à l'exclusion des indemnités allouées pour dépenses professionnelles et sous déduction aussi des retenues au profit des caisses de pensions ou d'assurances.

En ce qui concerne les autres redevables de la taxe professionnelle (industriels, commerçants, avocats, médecins, notaires, etc.), les articles 27 et 30 de la loi prévoient la déduction des dépenses inhérentes à l'exercice de la profession; en d'autres termes, les dits redevables pourront déduire, en vue de la détermination de leurs bénéfices ou profits taxables, les frais de loyer, d'ameublement, de voyage et autres, qui découlent directement de nécessités professionnelles. Les salariés étant aussi astreints à des frais spéciaux selon la nature de leurs occupations et les obligations sociales qui se rattachent à leurs fonctions, l'article 4 du projet propose de considérer, à défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des fonctionnaires et employés publics ou privés ainsi que des ouvriers, comme atteignant le sixième de leurs rémunérations. Cette proportion, qui correspond à 16 p. c. environ, constitue une moyenne raisonnable si l'on considère que certaines personnes exerçant des professions-libérales évaluent leurs charges professionnelles entre 10 et 25 p. c. de leurs recettes.

ART. 5.

Dans le système primitif du projet, la taxe professionnelle devait être perçue, en ce qui concerne les fonctionnaires et employés publics ou privés, les ouvriers, etc., par voie de retenue au moment même du paiement des rémunérations ou salaires. Mais suivant l'article 31, § 1^{er}, de la loi, tel qu'il fut modifié par le vote, en seconde lecture, de l'amendement de M. Feron, la taxe professionnelle est maintenant due non plus par ceux qui paient les revenus imposables mais directement par ceux qui en sont les bénéficiaires. Dès lors, le § 3 du même article, qui prévoit la retenue de la taxe à charge de ces derniers, ne se justifie plus. L'article 5 du projet propose la suppression de cette disposition.

Cependant, comme il importe d'assurer le recouvrement de l'impôt, le dit article 5 stipule qu'« en cas de non paiement de la taxe dans les délais fixés, ceux » qui paient en Belgique les rémunérations ou salaires imposables ou qui en sont » débiteurs, sont tenus personnellement d'acquitter l'impôt et les intérêts y relatifs, mais ont le droit d'en faire la retenue sur les dits revenus et ce, sans » recours des bénéficiaires, même si ceux-ci sont de nationalité étrangère.

« La retenue ne peut toutefois excéder le cinquième des rémunérations ou » salaires, quel qu'en soit le montant. »

Le système du stoppage ne sera donc maintenu que dans le seul cas où il s'agira de vaincre le mauvais vouloir ou la résistance.

Les mots « même si ceux-ci sont de nationalité étrangère » précisent que la taxe professionnelle est applicable notamment aux étrangers qui sont administrateurs ou commissaires de sociétés ayant un établissement quelconque en Belgique.

ART. 6.

Afin d'assurer la perception de l'impôt par voie de retenue, le § 3 de l'article 32 porte que la taxe sur les rémunérations et salaires est due au moment même de leur paiement; mais cette disposition est devenue impraticable par le fait que les intéressés sont maintenant les débiteurs directs de l'impôt. Dans ces conditions, il convient de les soumettre au même régime que les autres redevables de la taxe

professionnelle. L'impôt à charge des salariés sera donc calculé sur les rémunérations de l'année antérieure; il va de soi que seuls seront assujettis à la taxe en 1920, les traitements et salaires afférents à l'année 1919, à l'exclusion des allocations payées à titre d'arriérés.

C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 6 du projet.

ART. 7.

Le § 3 de l'article 35 de la loi réduit de 2 à 1 p. c. le taux de la taxe professionnelle des salariés publics et privés, en ce qui concerne la première tranche de 3,000 francs de revenus.

En présence des concessions faisant l'objet des articles 3 et 4 du projet, il semble préférable de supprimer ce régime exceptionnel et d'appliquer le droit commun à tous les redevables de la dite taxe.

ART. 8.

Aux termes de l'article 36 de la loi, la supertaxe est basée sur l'ensemble des revenus assujettis aux impôts cédulaires et des revenus de *fonds publics* exemptés de ces impôts. Certains revenus professionnels devant aussi être exonérés en vertu de l'article 3 du projet, les mots soulignés n'ont plus de raison d'être. C'est pourquoi on en propose la suppression.

Il n'en résultera pas que les personnes exemptées de la taxe professionnelle seront soumises à la supertaxe, puisque celle-ci n'est perçue que sur le montant du revenu global excédant le minimum d'existence. Mais on n'accordera pas une double déduction de ce chef.

ART. 9.

« Tout chef de famille, dit l'article 39, est cotisable tant en raison de ses revenus » personnels que de ceux des membres de sa famille qui forment avec lui un seul » ménage. »

Afin de prévenir des discussions à ce sujet, il paraît utile de stipuler que, sauf preuve contraire, sont *présumés* faire partie du ménage, les enfants de moins de 21 ans qui habitent avec leurs parents.

De cette manière, les enfants majeurs ne seront pas tentés de quitter le foyer familial pour faire échapper leurs parents à la progressivité de l'impôt.

D'autre part, il convient de ne pas appliquer cette progressivité à des revenus qu'un redevable touche pour des groupes ou organismes étrangers à son ménage; ces revenus seront déclarés et taxés séparément, ce qui sera conforme à la notion de l'impôt *personnel* que constitue la supertaxe. Il va de soi que les justifications nécessaires devront être produites pour éviter tout abus.

ART. 10.

L'article 41, qui fixe le minimum nécessaire à l'existence, exempté de la supertaxe et aussi, dans l'avenir, de la taxe professionnelle (voir art. 3 du projet), établit à ce sujet sept catégories de communes. Il semble plus conforme aux réalités économiques de ne faire que cinq catégories, ainsi que l'a prévu l'article 3

de la loi du 29 août, dernier concernant la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées.

Le minimum varierait de 1,800 à 3,000 francs, selon que la population des communes habitées par les intéressés est de moins de 5,000 habitants ou de 60 000 habitants et plus. Ces chiffres sont inférieurs à ceux que prévoit l'article 41 de la loi, mais ceux-ci étaient excessifs. D'autre part, il faut considérer que l'article 11 du projet augmente notablement ledit minimum en faveur de ceux qui ont des charges de famille et que l'article 12 réduit le taux de la supertaxe pour la première tranche de 5,000 francs de revenus.

Le barème pourra d'ailleurs être révisé par arrêté royal en cas de modification des conditions économiques de l'existence. En outre, un arrêté royal pourra ranger une commune dans une catégorie supérieure à celle de sa population, lorsque le coût de la vie y est particulièrement élevé à raison de circonstances exceptionnelles. Tel sera notamment le cas d'Ostende, de Spa, de Dinant, etc.

ART. 11.

L'article 42 prévoit que pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable, le minimum exempté est augmenté d'un dixième. Cette augmentation est trop minime quand il s'agit de la femme du contribuable ou de ses enfants âgés de plus de 8 ans ; afin de mieux tenir compte des dépenses d'entretien d'un ménage, l'article 11 du projet double ledit accroissement tant pour la femme que pour chaque enfant âgé de plus de 8 ans, au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

ART. 12.

Aux termes de l'article 44, le taux de la supertaxe est fixé à 1 p. c. pour la partie imposable du revenu ne dépassant pas 10,000 francs, et il augmente graduellement d'un demi pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 5,000 francs. sans pouvoir dépasser 10 p. c. pour la partie des revenus excédant 95,000 francs.

En présence de l'abaissement du minimum d'exemption, il est équitable de n'atteindre que par 1/2 p. c. la première tranche de 5,000 francs, mais afin que l'impôt réponde mieux aux règles de la progressivité et aux nécessités budgétaires, on propose de porter l'accroissement du taux de 1/2 à 3/4 p. c. à partir de 20,000 francs jusqu'à 60,000 francs et à 1 p. c. pour les tranches comprises entre 60,000 et 115,000 francs, mais le taux sera uniformément fixé à 20 p. c. pour la partie du revenu dépassant 115,000 francs.

Le tableau ci-annexé permet d'apprécier les résultats des modifications préconisées.

ART. 13.

L'article 52 de la loi a pour but d'éviter tout double emploi dans le chef du même redevable, mais il doit être complété en suite des modifications que certains amendements ont apportées à l'économie générale de la loi. C'est ainsi que les sociétés par actions, belges ou soumises à la loi belge, qui étaient expressément

exemptées de la taxe professionnelle par l'article 29, 1°, du projet primitif, sont, en vertu du texte amendé en seconde lecture, passibles de cette taxe. Le régime ainsi admis, est plus conforme à l'équité, car il serait illogique d'imposer une société par actions moins fortement que le particulier ou la société en nom collectif, par exemple, qui exploiteraient des entreprises similaires dans des conditions identiques au point de vue capital et bénéfices.

Certes, les discussions concernant les amortissements exagérés et les réserves déguisées surgiront à nouveau, mais puisque l'Administration devra appliquer la jurisprudence en cette matière à toutes les entreprises commerciales et industrielles privées, il ne se concevrait pas que seules les sociétés par actions dussent y échapper.

La taxe mobilière sera donc perçue à raison des bénéfices distribués aux *actionnaires* et la taxe professionnelle sera appliquée, en quelque sorte à titre conservatoire, aux autres bénéfices de la société.

Quand les bénéfices réservés feront ultérieurement l'objet d'une répartition, il sera déduit de la taxe mobilière due de ce chef, le montant de la taxe professionnelle déjà perçue proportionnellement aux profits distribués. Dans la rigueur des principes, cette déduction ne devrait pas être appliquée, car l'être juridique bénéficiaire des profits mis en réserve et redevable de la taxe professionnelle a une personnalité distincte de celle des actionnaires, à qui les profits sont distribués et qui sont, à ce titre, redevables de la taxe mobilière; néanmoins, il semble équitable d'admettre exceptionnellement la déduction, parce que la société par actions n'est qu'une fiction juridique qui représente l'universalité de ses actionnaires.

Comme des impositions de taux notablement différents auraient pu être établies sous les régimes antérieurs du droit de patente et de la taxe sur les revenus et profits réels, à raison des bénéfices mis en réserve, il est prévu qu'un arrêté royal réglera la façon dont les déductions seront fixées, de manière à concilier les intérêts des sociétés et ceux du Trésor.

ART. 14.

Le § 2 de l'article 54 porte que les redevables de la taxe sur certains revenus mobiliers et de la taxe professionnelle doivent remettre une déclaration de ce chef, dans les quinze jours qui suivent le mois pendant lequel ces revenus ont été attribués. Cette disposition ne se justifie plus quant à la taxe professionnelle sur les rémunérations et salaires, puisque dans le nouveau système du projet, elle devient payable par trimestre. A cette fin, l'article 14 prescrit à ceux qui paient les rémunérations, salaires, pensions ou rentes viagères ou qui sont débiteurs de semblables revenus, de remettre au receveur des contributions du ressort, dans le mois qui suit chaque trimestre, un état, conforme au modèle arrêté par le Ministre des Finances, indiquant, pour la dite période, les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes payées à chacun d'eux.

Quant aux revenus mobiliers autres que ceux des actions visés au § 1^{er} de l'article 54, la déclaration en sera faite au moment du paiement de la taxe ainsi qu'il est prévu au § 1^{er} de l'article 59 de la loi.

ART. 15.

En présence des modifications résultant tant des amendements adoptés par la Chambre que des dispositions nouvelles, il convient de remplacer le § 1^{er} de l'article 59 qui règle le paiement des différentes taxes ; les impôts cédulaires et la super taxe seront payables par trimestre ; toutefois, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables restera payable dans les *quinze jours* qui suivent l'expiration du mois pendant lequel ces revenus auront été payés, c'est-à-dire pendant lequel les revenus, échus et payables, sont à la disposition des bénéficiaires.

ART. 16.

L'article 63 de la loi ne prévoit la production de renseignements de la part de tiers qu'« aux fins d'assurer l'instruction du recours ». Cette restriction pourrait inciter les fonctionnaires locaux à surtaxer les intéressés pour provoquer des litiges et obtenir ainsi les renseignements nécessaires à l'établissement régulier des impôts.

Il importe d'éviter ces complications inutiles et de permettre aux agents de l'Administration de recueillir des renseignements préalablement à la fixation des cotisations, de manière à prévenir autant que possible les surtaxes et les contestations fiscales.

Dans le même ordre d'idées, il convient aussi de permettre au Ministre des Finances, non seulement d'ordonner la vérification des écritures des redevables commerçants, comme le prévoit le 2^{me} alinéa de l'article 63, mais aussi de demander en communication les bordereaux d'encaissement des revenus des capitaux mobiliers.

L'obligation de produire ces bordereaux avait été votée en première lecture sur la proposition de MM. Brunet et consorts ; elle fut abandonnée au second vote pour obtenir l'adhésion unanime de la Chambre au système de la déclaration.

Un examen plus approfondi de la question a fait reconnaître que la non production des bordereaux favorisera la fraude et fera retomber le fardeau de l'impôt sur les personnes de bonne foi. C'est une conséquence que l'on doit éviter à tout prix, tant dans l'intérêt du Trésor que dans celui de la moralité publique. Au surplus, les bordereaux permettront aux intéressés de faire déduire les impôts qu'ils auraient déjà payés du chef des mêmes revenus mobiliers. C'est donc une mesure de stricte justice fiscale.

En stipulant que les renseignements visés par l'article 63 doivent être fournis et l'inspection des livres permise dans les quinze jours de la demande, le projet a pour but de permettre d'appliquer éventuellement la sanction inscrite dans l'article 78 de la loi.

ART. 17.

Le § 2 de l'article 81 et le § 2 de l'article 82 attribuent au fonds spécial des communes un cinquième du produit de la taxe mobilière sur certains revenus et de la taxe professionnelle établie conformément au § 3 de l'article 35.

La suppression de cette dernière disposition (voir art. 7 du projet) aura pour conséquence d'accroître sensiblement la part des provinces et des communes dans le produit de la taxe professionnelle, en ce sens que ces pouvoirs obtiendront directement la moitié de la taxe afférente, pour les rémunérations et salaires, à la partie imposable de la première tranche de 3,000 francs, alors que, dans le système de la loi, 1/5 seulement de la taxe due sur cette première tranche devait être versée au fonds spécial des communes.

D'autre part, l'exécution du § 2 de l'article 81 entraînerait de nombreuses complications d'écritures. Dans ces conditions, le Gouvernement propose d'abroger cette disposition de même que le § 2 de l'article 82 et d'attribuer au fonds spécial des communes une part fixe, équivalant à un franc par habitant, qui sera prélevée sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'État.

La dite quotité était déjà fixée par l'article 2, § 2 de la loi du 19 août 1889 ; aux termes de cet article, le fonds spécial des communes était alimenté par le produit du droit de licence et des droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes ; mais ces recettes devaient, le cas échéant, être complétées, jusqu'à la somme susindiquée, par un prélèvement sur le produit des droits d'entrée en général. Depuis lors, les prélèvements visés par le dit article 2 ont été supprimés et remplacés par la taxe spéciale sur les eaux-de-vie indigènes, la taxe additionnelle sur les eaux-de-vie étrangères et la taxe d'ouverture des débits de boissons. Or, comme le rendement de ces taxes est de loin insuffisant pour constituer le minimum d'un franc par habitant, il fut attribué au fonds spécial une part dans les impôts sur les revenus établis par la loi du 29 octobre 1919. Dans un but de simplification, il semble préférable de garantir audit fonds, outre le rendement des trois taxes précitées, la quotité forfaitaire susvisée qui sera prélevée sur le produit des taxes cédulaires et de la supertaxe revenant exclusivement à l'État.

ART. 18.

L'article 90 de la loi abroge, sauf pour les cotisations afférentes aux exercices antérieurs à 1920, les dispositions légales régissant notamment le droit de patente et la taxe sur les revenus et profits réels ; ce texte implique évidemment que cessent d'exister les exemptions des dits impôts consenties par les dispositions abrogées. Toutefois, pour prévenir des contestations à ce sujet, il a paru opportun de bien préciser l'intention du législateur et de stipuler expressément que toutes les exemptions antérieurement accordées en matière de droit de patente ou de taxe sur les revenus et profits réels sont supprimées. Parmi les exemptions abolies, on peut citer spécialement celles prévues à l'article 3 de la loi organique du droit de patente du 21 mai 1849, celles consacrées par des lois particulières en faveur notamment de la société nationale des chemins de fer vicinaux, de la société du canal et des installations maritimes à Bruxelles et du Crédit Communal (lois du 1^{er} septembre 1913, art. 15, et du 30 décembre 1913, art. 2) et enfin celles résultant des clauses de conventions ou cahiers de charges approuvés par des lois spéciales.

Il ne se concevrait pas qu'alors que l'ancienne rente de l'État subit la taxe mobilière, les porteurs d'obligations ou d'actions de certaines sociétés, à caractère même exclusivement privé comme la société anonyme du chemin de fer de Braine-le-Comte

à Gand, continuent à bénéficier d'une exonération consentie sous l'empire d'un régime fiscal tout différent.

Quant aux sociétés précitées (chemins de fer vicinaux, Crédit Communal, etc.), comme elles rentrent dans la catégorie des établissements publics visés au n° 2 de l'article 14, elles bénéficieront, relativement aux revenus de leurs actions et de leurs obligations, du régime spécial prévu en faveur des titres émis par les pouvoirs publics.

ART. 19.

Les modifications que le présent projet apporte à la loi du 29 octobre 1919 entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1920 ; de cette manière une égalité complète sera assurée dans le traitement de tous les redevables des nouveaux impôts.

Telles sont, Messieurs, les modifications que le Gouvernement vous propose en vue de mieux assurer la justice de l'impôt et la stabilité de nos finances.

Il ne doute pas que vous voudrez bien les examiner d'urgence dans cet esprit d'union et de patriotisme qui a présidé à l'adoption de notre nouvelle législation fiscale.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Taxe professionnelle et surtaxe.

Minimum d'existence exempté de l'impôt.

Etat-civil et charges de famille.	Communes de					Proportion de l'accroissement du minimum pour charges de famille.
	Moins de 5,000 habitants.	5,000 à 15,000 habitants exclusivement.	15,000 à 30,000 habitants exclusivement.	30,000 à 60,000 habitants exclusivement.	60,000 habitants et plus.	
Célibataire	1,800	2,100	2,400	2,700	3,000	"
Marié sans enfant	2,160	2,520	2,880	3,240	3,600	2/10
Marié un enfant :						
de 8 ans ou moins	2,340	2,730	3,120	3,510	3,900	3/10
de plus de 8 ans.	2,520	2,940	3,360	3,780	4,200	4/10
Marié deux enfants :						
de 8 ans ou moins	2,520	2,940	3,360	3,780	4,200	4/10
dont un de 8 ans ou moins et un de plus de 8 ans.	2,700	3,150	3,600	4,050	4,500	5/10
de plus de 8 ans.	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	6/10
Marié trois enfants :						
de 8 ans ou moins	2,700	3,150	3,600	4,050	4,500	5/10
dont deux de 8 ans ou moins et un de plus de 8 ans.	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	6/10
dont un de 8 ans ou moins et deux de plus de 8 ans.	3,060	3,570	4,080	4,590	5,100	7/10
de plus de 8 ans.	3,240	3,780	4,320	4,860	5,400	8/10
Marié quatre enfants :						
de 8 ans ou moins	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	6/10
dont trois de 8 ans ou moins et un de plus de 8 ans	3,060	3,570	4,080	4,590	5,100	7/10
dont deux de 8 ans ou moins et deux de plus de 8 ans	3,240	3,780	4,320	4,860	5,400	8/10
dont un de 8 ans ou moins et trois de plus de 8 ans	3,420	3,990	4,560	5,130	5,700	9/10
de plus de 8 ans.	3,600	4,200	4,800	5,400	6,000	10/10

ANNEXE II.

Impôt sur le revenu global ou supertaxe.

Montant des revenus après déductions pour charges de famille.	Barème dans le système							
	de la loi du 29 octobre 1919.				du projet.			
	Taux par tranche de revenus.	Taxe due par tranche.	Total de la taxe.	Taux moyen (1).	Taux par tranche de revenus.	Taxe due par tranche.	Total de la taxe.	Taux moyen (1).
5,000	1	50 »	50 »	1	1/2	25 »	25 »	0,50
10,000	1	50 »	100 »	1	1	50 »	75 »	0,75
15,000	1 1/2	75 »	175 »	1,16	1 1/2	75 »	150 »	1,00
20,000	2	100 »	275 »	1,37	2	100 »	250 »	1,25
25,000	2 1/2	125 »	400 »	1,60	2 3/4	137 50	387 50	1,55
30,000	3	150 »	550 »	1,83	3 1/2	175 »	562 50	1,87
35,000	3 1/2	175 »	725 »	2,07	4 1/4	212 50	775 »	2,21
40,000	4	200 »	925 »	2,31	5	250 »	1,025 »	2,56
45,000	4 1/2	225 »	1,150 »	2,51	5 3/4	287 50	1,312 50	2,92
50,000	5	250 »	1,400 »	2,80	6 1/2	325 »	1,637 50	3,27
55,000	5 1/2	275 »	1,675 »	3,04	7 1/4	362 50	2,000 »	3,64
60,000	6	300 »	1,975 »	3,29	8	400 »	2,400 »	4,00
65,000	6 1/2	325 »	2,300 »	3,53	9	450 »	2,850 »	4,38
70,000	7	350 »	2,650 »	3,78	10	500 »	3,350 »	4,78
75,000	7 1/2	375 »	3,025 »	4,03	11	550 »	3,900 »	5,20
80,000	8	400 »	3,425 »	4,28	12	600 »	4,500 »	5,62
85,000	8 1/2	425 »	3,850 »	4,52	13	650 »	5,150 »	6,06
90,000	9	450 »	4,300 »	4,77	14	700 »	5,850 »	6,50
95,000	9 1/2	475 »	4,775 »	5,02	15	750 »	6,600 »	6,95
100,000	10	500 »	5,275 »	5,27	16	800 »	7,400 »	7,40
105,000	»	500 »	5,775 »	5,50	17	850 »	8,250 »	7,86
110,000	»	500 »	6,275 »	5,70	18	900 »	9,150 »	8,32
115,000	»	500 »	6,775 »	5,88	19	950 »	10,100 »	8,78
120,000	»	500 »	7,275 »	6,06	20	1,000 »	11,100 »	9,25
125,000	»	500 »	7,775 »	6,22	maximum	1,000 »	12,100 »	9,68
150,000	»	2,500 »	10,275 »	6,85	»	5,000 »	17,100 »	11,40
175,000	»	2,500 »	12,775 »	7,30	»	5,000 »	22,100 »	12,63
200,000	»	2,500 »	15,275 »	7,63	»	5,000 »	27,100 »	13,55
250,000	»	5,000 »	20,275 »	8,11	»	10,000 »	37,100 »	14,84
300,000	»	5,000 »	25,275 »	8,43	»	10,000 »	47,100 »	15,70
400,000	»	10,000 »	35,275 »	8,81	»	20,000 »	67,100 »	16,78
500,000	»	10,000 »	45,275 »	9,05	»	20,000 »	87,100 »	17,42

(1) Ces taux seront, en fait, beaucoup moindres par suite des réductions d'impôt accordées pour charges de famille.

PROJET DE LOI

modifiant la législation relative aux
impôts sur les revenus.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, est modifiée par les dispositions suivantes :

ART. 2.

Dans la finale du § 2 de l'article 13, sont supprimés les mots : *et de toutes sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt.*

ART. 3.

Le dernier alinéa de l'article 25 est remplacé comme il suit :

Toutefois, il est déduit des reve-

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der wetgeving betreffende
de belastingen op de inkomsten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet indienen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De wet van 29 October 1919, houdende vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, wordt door de volgende bepalingen gewijzigd :

ART. 2.

In het slot van § 2 van artikel 13 vervallen de woorden : *« en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen ».*

ART. 3.

Het laatste lid van artikel 25 wordt vervangen als volgt :

Evenwel wordt van de bedrijfsin-

nus professionnels de toute nature une somme égale ou proportionnelle au minimum exempté de la supertaxe en vertu des articles 41 à 43.

ART. 4.

Le § 3 de l'article 29 est complété par l'alinéa ci-après :

A défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des personnes visées au n° 2 de l'article 25 sont fixées au sixième de leurs rémunérations ou salaires.

ART. 5.

Le § 3 de l'article 31 est remplacé ainsi qu'il suit :

§ 3. — En cas de non paiement de la taxe dans les délais fixés, ceux qui paient en Belgique les revenus indiqués au n° 2 de l'article 25 ou qui en sont débiteurs, sont tenus personnellement d'acquitter l'impôt et les intérêts y relatifs, mais ont le droit d'en faire la retenue sur les dits revenus et ce, sans recours des bénéficiaires, même si ceux-ci sont de nationalité étrangère.

La retenue ne peut toutefois excéder le cinquième des rémunérations ou salaires, quel qu'en soit le montant.

ART. 6.

Le § 3 de l'article 32 est modifié comme il suit :

§ 3. — Pour les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 25, la taxe est due sur les rémunérations, salaires

komsten van allen aard eene som afgetrokken gelijk of geëvenredigd aan het krachtens artikelen 41 tot 43 van de supertaxe vrijgesteld minimum.

ART. 4.

§ 3 van artikel 29 wordt door het volgend lid aangevuld :

Bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens worden de bedrijfslasten der bij n° 2 van artikel 25 bedoelde personen op één zesde van hunne bezoldigingen of loonen vastgesteld.

ART. 5.

§ 3 van artikel 31 wordt vervangen als volgt :

§ 3. — In geval van niet betaling der belasting binnen den gestelden tijd, zijn degenen die in België de in n° 2 van artikel 25 aangeduide inkomsten betalen of die dezelve verschuldigd zijn, persoonlijk gehouden de belasting en de daarmede verband houdende interesten te voldoen, maar zij zijn gerechtigd om dezelve van gemelde inkomsten af te trekken en zulks zonder verhaal vanwege de rechthebbenden, zelfs indien deze tot eene vreemde nationaliteit behooren.

De afgetrokken som mag nochtans één vijfde van de bezoldigingen of loonen, welk ook dezer bedrag weze, niet overtreffen.

ART. 6

§ 3 van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

§ 3. — Voor de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 25 is de belasting verschuldigd over de

ou pensions de l'année antérieure.

Les dispositions du § 2 qui précède sont également applicables en l'espèce.

ART. 7.

Le § 3 de l'article 35 est supprimé.

ART. 8.

Dans la finale de l'article 36, sont supprimés les mots « *de fonds publics* ».

ART. 9.

Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 39 :

Sauf preuve contraire, sont présumés faire partie du ménage les enfants de moins de 21 ans qui habitent avec leurs parents.

Les revenus que le redevable touche pour des groupes ou organismes étrangers à son ménage sont déclarés et imposés séparément, moyennant les justifications nécessaires.

ART. 10.

§ 1^{er}. — Les 2^e et 3^e alinéas du § 1^{er} de l'article 41 sont remplacés ainsi qu'il suit :

Ce minimum est fixé à :

1,800 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants ;

2,400 francs dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement ;

2,400 francs dans les communes de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement ;

bezoldigingen, loonen of pensioenen van het vorig jaar.

De voorschriften van de vorige paragraaf 2 zijn terzake insgelijks van toepassing.

ART. 7.

§ 3 van artikel 35 vervalt.

ART. 8.

In het slot van artikel 36 vervallen de woorden : « *van openbare fondsen* ».

ART. 9.

De volgende leden worden aan artikel 39 toegevoegd :

Behoudens tegenbewijs, worden vermoed van de familie deel uit te maken de kinderen beneden de 21 jaar, die bij hunne ouders inwonen.

De inkomsten welke de schatplichtige optrekt voor aan zijn gezin vreemde groepen of instellingen worden afzonderlijk aangegeven en belast, mits de noodige bewijsaanvoering.

ART. 10.

§ 1. — De 2^e en 3^e leden van § 1 van artikel 41 worden vervangen als volgt :

Dit minimum wordt bepaald op :

1,800 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners ;

2,400 frank in de gemeenten van 5,000 tot en zonder 15,000 inwoners ;

2,400 frank in de gemeenten van 15,000 tot en zonder 30,000 inwoners ;

2,700 francs dans les communes de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement ;

3,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

Ce barème peut être révisé par arrêté royal en cas de modification des conditions économiques de l'existence.

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté au § 3 dudit article :

Un arrêté royal peut aussi ranger une commune dans une catégorie supérieure à celle de sa population, lorsque le coût de la vie y est particulièrement élevé à raison de circonstances exceptionnelles.

ART. 11.

La disposition suivante est intercalée après le 1^{er} alinéa de l'article 42 :

Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de plus de huit ans à la date précitée.

ART. 12.

Le second alinéa de l'article 44 est modifié comme il suit :

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 3,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un demi p. c. pour la première tranche ; il augmente graduellement :

1^o d'un demi p. c. pour les trois tranches suivantes ;

2^o de trois quarts p. c. pour les huit tranches suivantes ;

3^o de 1 p. c. pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 20 p. c.

2,700 frank in de gemeenten van 30,000 tot en zonder 60,000 inwoners.

3,000 frank in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer.

Deze rooster kan, bij Koninklijk besluit, herzien worden ingeval van wijziging der economische levensvoorwaarden.

§ 2. — Het volgend lid wordt aan § 3 van gemeld artikel toegevoegd :

Een koninklijk besluit kan insgelijks eene gemeente in eene hogere klasse dan die harer bevolking rangschikken wanneer de levensstandaard aldaar bijzonder hoog is ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden ;

ART. 11.

De volgende bepaling wordt na het eerste lid van artikel 42 ingevoegd.

Deze verhooging wordt verdubbeld voor de vrouw en voor elk kind dat op voormelden datum meer dan acht jaar oud is.

ART. 12

Het tweede lid van artikel 44 wordt gewijzigd als volgt :

De supertaxe wordt toegepast, voor ieder schatplichtige, per schijf van inkomen van 3,000 frank en minder. Het bedrag er van wordt vastgesteld op één half t. h. voor de eerste schijf ; het verhoogt trapsgewijze :

1^o met één half ten honderd voor de drie volgende schijven ; 2^o met drie vierden ten honderd voor de acht volgende schijven ; 3^o met één ten honderd voor de overige schij-

quant à la partie du revenu excédant 113,000 francs.

ART. 13.

L'article 52 est remplacé comme il suit :

Sont éventuellement déduits du montant des taxes *cédulaires* les impôts directs et les additionnels que le même redevable a déjà acquittés en Belgique à raison des revenus taxés ou que les sociétés visées au 1^{er} de l'article 14 y ont déjà payés sur des sommes qui sont distribuées aux actions ou parts.

Ces déductions sont réglées par arrêté royal.

ART. 14.

Le 1^{er} alinéa du § 2 de l'article 54 est remplacé comme il suit :

§ 2. — En ce qui concerne les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 25, ceux qui les paient ou qui en sont débiteurs remettent au receveur des contributions du ressort, dans le mois qui suit chaque trimestre, un état, conforme au modèle arrêté par le Ministre des Finances, indiquant pour la dite période les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes payées à chacun d'eux.

ART. 15.

Le § 1^{er} de l'article 59 est modifié ainsi qu'il suit :

Les impôts *cédulaires* et la super-

ven zonder twintig ten honderd te mogen overtreffen wat betreft het gedeelte van het inkomen boven 113,000 frank.

ART. 13.

Artikel 52 wordt vervangen als volgt :

Worden, bij voorkomend geval, van het bedrag der *cedulaire* belastingen afgetrokken de rechtstreekse belastingen en de opcentiemen, welke dezelfde belastingplichtige in België reeds op grond der belaste inkomsten heeft betaald, of welke de in 1^o van artikel 14 bedoelde vennootschappen aldaar reeds hebben betaald van sommen die aan deaandeelen of deelen worden uitgekeerd.

Deze afstrekkings worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 14.

Het eerste lid van § 2 van artikel 54 wordt vervangen als volgt :

§ 2. — Wat betreft de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 25, zij die dezelve betalen of die ze verschuldigd zijn, stellen aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen de maand volgende op elk trimester, eenen staat ter hand, overeenstemmend met het door den Minister van Financiën vastgesteld model, en houdende aanduiding, voor gemeld tijdsbestek, van de namen en adressen der gerechtigden, alsmede van het bedrag der aan ieder van hen betaalde sommen.

ART. 15.

§ 1 van artikel 59 wordt gewijzigd als volgt :

De *cedulaire* belastingen en de

taxe sont payables par trimestre; toutefois, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel ces revenus ont été payés.

ART. 16.

§ 1^{er}. — A l'article 63, premier alinéa, les mots « *aux fins d'assurer l'instruction du recours* » sont remplacés par ceux de « *aux fins d'assurer l'établissement régulier des impôts.* »

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté à l'article 63 :

Le Ministre peut aussi ordonner la communication des bordereaux d'encaissement des revenus des capitaux mobiliers et régler le modèle de ces bordereaux.

Les renseignements susvisés doivent être fournis et l'inspection des livres doit être permise dans les quinze jours de la demande.

ART. 17.

Les § 2 des articles 81 et 82 sont supprimés et la disposition suivante est ajoutée à l'article 83 :

Sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'État, il est attribué au fonds spécial des communes une somme équivalant à un franc par habitant.

Cette quote-part remplace celle qui est prévue par l'article 2 de la loi du 19 août 1889.

supertaxe zijn betaalbaar per trimester; evenwel is de belasting op roerende zaken, welke geëind wordt bij afhouding van de belastbare inkomsten, te betalen binnen de vijftien dagen volgende op het verstrijken der maand gedurende dewelke deze inkomsten betaald werden.

ART. 16.

§ 1. — In artikel 63, 1^o lid, worden de woorden : « *Ten einde de behandeling van het verhaal te verzekeren* » vervangen door deze : « *Ten einde de regelmatige vestiging der belastingen te verzekeren* ».

§ 2. — Het volgend lid wordt aan artikel 63 toegevoegd :

De Minister kan insgelijks de mededeeling bevelen van de bordereellen tot inkasseering der inkomsten van de roerende kapitalen, en het model dezer borderellen regelen.

Hoogerbedoelde inlichtingen moeten verstrekt en inzage der boeken moet verleend worden binnen de vijftien dagen van het verzoek.

ART. 17.

§ 2 van artikelen 81 en 82 worden opgeheven, en de volgende bepaling wordt aan artikel 83 toegevoegd :

Van de opbrengst der belastingen die uitsluitend aan den Staat toekomen, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten eene som toegekend overeenstemmend met één frank per inwoner.

Dit aandeel vervangt dat voorzien bij artikel 2 der wet van 19 Augustus 1889.

ART. 18.

L'article 90 est complété comme il suit :

Sont supprimées les exemptions antérieurement accordées en matière de droit de patente ou de taxe sur les revenus et profits réels.

ART. 19.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1920.

Donnée à Laeken, le 16 février 1920.

ART. 18.

Artikel 90 wordt aangevuld als volgt :

Worden afgeschaft de vrijstellingen vroeger verleend in zake patentrecht of taxe op de werkelijke inkomsten en winsten.

ART. 19.

De bepalingen dezer wet zijn van 1 Januari 1920 af van toepassing.

Gegeven te Laeken, den 16 Februari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.



(N^o 104)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 FEBRUARI 1920.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetgeving betreffende de belastingen op de inkomsten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Tijdens de bespreking van het ontwerp dat de wet van 29 October 1919 is geworden, verklaarde de Regeering zoowel ter Kamer als in den Senaat dat zij desgevallende zou overgaan tot herziening van de bepalingen die ondoelmatig mochten blijken ten gevolge harer eenigszins overijlde aanneming.

Het ontwerp van wet dat ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan uwe beraadslaging te onderwerpen, belichaamt deze inzichten, welke overigens in de ministerieele verklaring van 16 December laatstleden werden herinnerd.

De voorgestelde wijzigingen worden hierachter overwogen in de volgorde der artikelen van gemelde wet; het meerendeel daarvan zijn noodwendig gemaakt door te elfder ure aangebrachte amendementen, die aan het gehalte van het nieuw fiscaal stelsel hebben getornd.

ARTIKEL 1.

Dit artikel bepaalt zich ertoe op algemeene wijze de strekking van het ontwerp aan te toonen, dewelke door de volgende artikelen nader wordt uiteengezet.

I. — BELASTING OP ROERENDE ZAKEN.

ART. 2.

§ 2 van artikel 15 der gemelde wet betreffende de inkomsten der aandelen en der daarmede gelijkgestelde deelen, beschikt dat, bij verdeling van het maatschappelijk vermogen, de belasting op roerende zaken geheven

wordt van het geheel bedrag der sommen uitgekeerd in specie, in titels of anderszins, na aftrek van het werkelijk volgestort maatschappelijk kapitaal dat nog terugbetaalbaar is, en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen.

De cursief gedrukte woorden werden in tweede lezing aangenomen op voorstel van den heer volksvertegenwoordiger Vermeersch : deze deed uitschijnen dat het onbillijk ware samengehoopte winsten, die reeds vroeger in de belasting werden aangeslagen, bij de vereffening te treffen.

Nu, artikel 52 der wet geeft de schatplichtigen zekerheid tegen dubbelen aanslag en neemt de stipste billijkheid in acht.

Inderdaad behooren afgetrokken te worden niet de vroeger belaste sommen, maar de reeds geïnde belastingen, zooniet ware het toelaten dat de samengehoopte winsten die, bij hunne storting in de reserve, in het verleden slechts eenë belasting betaalden, over 't algemeen tusschen 4 en 8 t. h. afwisselende, voortaan uitgekeerd worden zonder zelfs den last te dragen vertegenwoordigende het verschil tusschen de belasting op roerende zaken van 10 t. h. en de geringere heffingen vroeger naar dezelfde grondslagen voldaan. De woorden « en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen » zijn dus overbodig.

Door den huidige tekst te behouden zou men de vennootschappen aanzetten oude reserves uit te keeren en ze te vervangen door onlangs verkregen winsten, wat slechts eene boekhoudingskunstgreep zijn zou.

De in artikel 52 voorgestelde wijziging (zie artikel 15 van het ontwerp), is overigens van aard om nog beter alle dubbele belasting te voorkomen.

II. — BEDRIJFSBELASTING.

ART. 3.

Om haar verlangen te doen blijken de inkomsten van den arbeid, die het tot levensonderhoud vereischt minimum vertegenwoordigen, niet te belasten, heeft de Kamer in artikel 25 een als volgt luidend lid opgenomen :

« Eene akte van vrijstelling, welke elk jaar kan vernieuwd worden, zal » echter door het beheer afgeleverd worden aan hen die, weduwnaar of » gehuwd zijnde, en een gezin moeiende onderhouden, bewijzen dat hun » geheel inkomen niet 5.000 frank per jaar overschrijdt. »

Deze formule waarvan de toepassing overigens moeilijk is, is gegrond op het globaal inkomen en houdt geen rekening met de bevolking der door de belanghebbenden bewoonde plaatsen, noch met den omvang hunner gezinslasten, terwijl dergelijk onderscheid in zake supertaxe bij artikelen 41 tot 43 wordt gevestigd.

Het komt doelmatiger voor één zelfde stelsel toe te passen zoowel voor de bedrijfsbelasting als voor de supertaxe, behoudens naar de vastgestelde feiten de voorschriften te herzien die het van belasting vrijgesteld minimum tot levensonderhoud bepalen (zie art. 10 en 11 hierachter).

Het nieuw voorschrift dat het voorwerp van artikel 3 uitmaakt, betreft al degenen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn (nijveraars, handelaars, neringdoeners, beambten, werklieden, gepensionneerden, enz.)

Het zal dus niet enkel de nijverheids- of landbouwwerklieden ten goede komen, maar al degenen, zonder onderscheid, die door hunnen arbeid inkomsten verwerven. Het zal ook al de gepensioneerden ten goede komen.

ART. 4.

Luidens artikel 29, betreffende de loontrekkers over 't algemeen, strekken alle bezoldigingen, in specie of anderszins ontvangen, tot grondslag aan de belasting, met uitsluiting van de vergoedingen verleend voor bedrijfsuitgaven, en onder aftrekking ook der afhoudingen ten behoeve van de pensioen- of verzekeringskassen.

Betreffende de overige personen, die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn (nijveraars, handelaars, advocaten, geneesheeren, notarissen, enz.), voorzien artikelen 27 en 30 der wet aftrekking der aan het uitoefenen van het bedrijf eigen zijnde uitgaven; met andere woorden, gemelde schatplichtigen mogen, tot vaststelling hunner belastbare winsten of baten, aftrekken de huur-, meubileering-, reis- en andere onkosten die rechtstreeks verband houden met beroepsvereischten. — De loontrekkers insgelijks tot bijzondere onkosten genoopt zijnde naar den aard hunner bezigheden en de maatschappelijke verplichtingen die uit hun ambt voortvloeien, zoo stelt artikel 4 van het ontwerp voor, bij gebreke van bewijskrachtige gegevens, de bedrijfslasten der openbare of private ambtenaars en beambten, alsmede der arbeiders te beschouwen als bereikende het zesde hunner bezoldigingen. Die verhouding welke ongeveer met 16 % overeenstemt, vertegenwoordigt een redematig middelcijfer, in acht genomen dat sommige personen die vrije beroepen uitoefenen, hunne bedrijfslasten op 10 tot 25 % hunner ontvangsten ramen.

ART. 5.

Naar het oorspronkelijk stelsel van het ontwerp moest de bedrijfsbelasting, wat betreft de openbare of private ambtenaars en beambten, de werklieden, enz. geheven worden bij afhouding op het oogenblik zelf der betaling van de bezoldigingen of loonen. Maar volgens artikel 31, § 1, der wet, zooals het in tweede lezing door de aanneming van het amendement van den heer Feron werd gewijzigd, is de bedrijfsbelasting thans verschuldigd niet meer door hen die de belastbare inkomsten betalen, maar rechtstreeks door degenen die ze genieten. Derhalve is § 3 van hetzelfde artikel, die aftrekking der belasting ten laste dezer laatsten voorziet, thans niet meer gewettigd. Artikel 5 van het ontwerp stelt het afschaffen dezer bepaling voor.

Evenwel, daar de inning der belasting behoort verzekerd te worden, bedingt gemeld artikel 5 dat « ingeval van niet-betaling der belasting binnen den gestelden tijd, zij die in België de belastbare bezoldigingen of » loonen betalen of dezelve verschuldigd zijn, persoonlijk gehouden zijn de » belasting en de daarmede verband houdende interesten te voldoen, maar » gerechtigd zijn dezelve van gemelde inkomsten af te trekken, en zulks » zonder verhaal van wege de rechthebbenden, zelfs indien deze tot eene » vreemde nationaliteit behooren. »

« De afgetrokken som mag nochtans één vijfde van de bezoldigingen of » loonen, welk ook dezer bedrag weze, niet overtreffen ».

Het « stoppage » stelsel wordt dus alleen behouden in het enkel geval dat onwil of weerspannigheid behooren beteugeld te worden.

De woorden « zelfs indien deze tot eene vreemde nationaliteit behooren » duiden nader aan dat de bedrijfsbelasting van toepassing is, namelijk op de vreemdelingen die beheerders of commissarissen zijn van vennootschappen, welke in België eenigerlei inrichting hebben.

ART. 6.

Ten einde de inning der belasting bij wege van afrekkening te verzekeren, behelst § 3 van artikel 32 dat de taxe op de bezoldigingen en loonen verschuldigd is op 't oogenblik zelf hunner betaling; maar dit voorschrift is onuitvoerbaar wijl de belanghebbenden thans rechtstreeksche schuldenaars der belasting zijn. In die voorwaarden behooren zij onderworpen te worden aan het zelfde stelsel als de overige personen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn.

De belasting der loontrekkers zal dus berekend worden op de bezoldigingen van het vorig jaar; het hoeft geen betoog dat enkel zullen belast worden over 1920 de wedden en loonen verband houdende met het jaar 1919, met uitsluiting der sommen toegekend als achterstallen.

In dien zin is artikel 6 van het ontwerp opgevat.

ART. 7.

§ 3 van artikel 33 der wet vermindert van 2 tot 1 t. h. het percent der bedrijfsbelasting van de openbare en private loontrekkers, wat de eerste schijf van 3000 frank aan inkomsten betreft.

De tegemoetkomingen die het voorwerp der artikelen 3 en 4 van het ontwerp uitmaken in aanmerking genomen, komt het verkieslijk voor die uitzonderlijke behandeling op te heffen en het gemeen recht op al degenen die bedoelde taxe verschuldigd zijn, toe te passen.

ART. 8.

Luidens artikel 36 der wet is de supertaxe gegrond op het geheel der aan de cedulaire belastingen onderworpen inkomsten en der inkomsten van openbare fondsen, welke van deze belastingen vrijgesteld zijn. Daar sommige bedrijfsinkomsten krachtens artikel 3 van het ontwerp insgelijks moeten vrijgesteld worden, zoo hebben de onderlijnde woorden geen reden van bestaan meer. Daarom wordt hunne afschaffing voorgesteld.

Daaruit zal niet voortvloeien dat de van bedrijfsbelasting vrijgestelde personen aan de supertaxe zullen onderworpen worden, aangezien deze slechts wordt geheven van het bedrag van het globaal inkomen dat het minimum tot levensonderhoud overschrijdt. Maar uit dien hoofde zal geen tweevoudige aftrekking worden toegestaan.

ART. 9.

« Elk gezinshoofd, luidt artikel 39, kan worden aangeslagen zoowel » wegens zijne persoonlijke inkomsten als wegens die van de leden zijner » familie, welke met hem een enkel gezin uitmaken ».

Ten einde daaromtrent betwistingen te voorkomen, blijkt het nuttig te bedingen dat, behoudens tegenbewijs, *vermoed* worden van het gezin deel uit te maken de kinderen beneden 21 jaar, die bij hunne ouders inwonen.

Derwijze zullen meerderjarige kinderen niet geneigd zijn den huiskring te verlaten om hunne ouders aan het klimmen der belasting te doen ontsnappen.

Anderdeels behoort deze klimming niet te worden toegepast op inkomsten die één schatplichtige ontvangt voor groepen of instellingen vreemd aan zijn gezin; die inkomsten worden afzonderlijk aangegeven en belast, hetgeen zal overeenstemmen met het begrip der *persoonlijke* belasting, door de supertaxe gehuldigd. Het hoeft geen betoog dat de noodige bewijzen zullen moeten verstrekt worden tot het voorkomen van alle misbruik.

ART. 10.

Bij artikel 41, dat het tot levensonderhoud vereischt minimum vaststelt, hetwelk vrijgesteld is van de supertaxe en ook in de toekomst van de bedrijfsbelasting (zie artikel 3 van het ontwerp), worden daaromtrent zeven klassen van gemeenten ingesteld. Het blijkt meer met de economische werkelijkheden te strooken slechts vijf klassen in aanmerking te nemen, zooals voorzien wordt bij artikel 3 der wet van 29 Augustus laatstleden betreffende de openingstaxe der slijterijen van gegiste dranken.

Het minimum zou tusschen 1,800 en 3,000 frank afwisselen, naar gelang de gemeenten welke de belanghebbenden bewonen minder dan 3,000 inwoners of 60,000 inwoners en meer tellen. Deze cijfers blijven beneden degene voorzien in artikel 41 der wet, maar deze waren overdreven. Anderdeels behoort in aanmerking genomen, dat artikel 41 van het ontwerp merklijk dit minimum verhoogt ten behoeve dergenen die familielasten hebben en dat artikel 12 het percent der supertaxe voor de eerste schijf van 3,000 fr. van inkomsten vermindert.

De rooster zal overigens bij Koninklijk besluit herzien kunnen worden bij wijziging der economische levensvoorwaarden. Bovendien zal een Koninklijk besluit eene gemeente kunnen rangschikken in een hoogere klasse van die harer bevolking, wanneer de levensstandaard aldaar ongemeen hoog is wegens uitzonderlijke omstandigheden. Zulks zal namelijk gelden voor Oostende, Spa, Dinant, enz.

ART. 11.

Artikel 42 voorziet dat voor elk familielid dat ten laste van den belastingplichtige is, het vrijgesteld minimum met een tiende wordt verhoogd. Deze verhooging is te gering wanneer het de vrouw van den schatplichtige of

zijne kinderen boven de 8 jaar geldt; ten einde de onderhoudskosten van een gezin beter in aanmerking te nemen verdubbelt artikel 11 van het ontwerp gemelde verhooging zoowel voor de vrouw, als voor ieder kind dat, op 1 Januari van het jaar van den aanslag, meer dan acht jaar oud is.

ART. 12.

Luidens artikel 44 is het bedrag der supertaxe vastgesteld op 1 t. h. voor het belastbaar gedeelte van het inkomen dat 10,000 frank niet overschrijdt, en het neemt trapsgewijze toe met één half ten honderd voor elke som in eene schijf van 5,000 frank begrepen, zonder 10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte van de inkomsten boven 95,000 frank.

Gezien het afnemen van het minimum tot vrijstelling, is het billijk slechts met $\frac{1}{2}$ t. h. de eerste schijf van 5,000 frank te treffen, maar opdat de belasting beter aan de regelen der trapsgewijze klimming en de begrootingsvereischten zou beantwoorden, stelt men voor de percentsverhooging van $\frac{1}{2}$ op $\frac{3}{4}$ t. h. te brengen van 20,000 frank af tot 60,000 frank en op 1 t. h. voor de schijven begrepen tusschen 60,000 frank en 115,000, maar het percent wordt eenvormig op 20 t. h. vastgesteld voor het gedeelte van het inkomen dat 115,000 frank te boven gaat.

De bijgevoegde tabel laat toe de uitslagen der voorgeslagen wijzigingen te overzien.

ART. 13.

Artikel 52 der wet heeft ten doel elke dubbele belasting te voorkomen in het hoofd van een zelfden belastingschuldige, maar het moet aangevuld worden wegens de wijziging door sommige amendementen in den algemeen opzet der wet gebracht. Aldus zijn de vennootschappen op aandeelen, Belgische of aan de Belgische wet onderworpen, die bij artikel 29, 1^o, van het oorspronkelijk ontwerp nadrukkelijk van de bedrijfsbelasting waren vrijgesteld, thans, krachtens den in tweede lezing geamendeerden tekst, die belasting verschuldigd. Het aldus aangenomen stelsel strookt beter met de billijkheid, want het ware onlogisch eene vennootschap op aandeelen minder te belasten dan den particulier of de vennootschap in gezamenlijken naam, bij voorbeeld, die gelijkaardige ondernemingen in gelijke voorwaarden ten aanzien van kapitaal en winsten zouden exploiteeren.

Voorzeker zullen betwistingen aangaande overdreven delgingen en verdoken reserves opnieuw rijzen, maar aangezien het Beheer de rechtspraak ter zake op alle private handels- en nijverheidsondernemingen zal moeten toepassen, ware het niet te begrijpen dat alleen de vennootschappen op aandeelen daaraan zouden hoeven te ontsnappen.

De belasting op roerende zaken zal dus geheven worden van de aan de *aandeelhouders* uitgedeelde winsten en de bedrijfsbelasting zal, eenigszins ten bewarenden titel, op de overige winsten der vennootschap toegepast worden.

Wanneer de voorbehouden winsten later het voorwerp eener uitdeeling zullen uitmaken, zal van de uit dien hoofde verschuldigde belasting op roe-

rende zaken het bedrag afgetrokken worden der reeds evenredig met de uitgekeerde baten geïnde bedrijfsbelasting. Naar de gestrengheid der beginselen zou die afrekking niet hoeven te geschieden, daar het rechtswezen, dat de in reserve gestorte baten geniet, en de bedrijfsbelasting verschuldigd is, eene persoonlijkheid uitmaakt verschillend van die der aandeelhouders wien de baten worden uitgekeerd en die uit dien hoofde de belasting op roerende zaken verschuldigd zijn. Niettemin komt het billijk voor bij wijze van uitzondering de afrekking toe te laten, daar de vennootschap op aandeelen slechts een rechtsfictie is, die de algemeenheid harer aandeelhouders vertegenwoordigt.

Daar het mogelijk is dat aanslagen tot merkelyk verschillende percenten onder de vorige stelsels van het patentrecht en van de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten werden gevestigd op grond der in reserve gestorte winsten, wordt voorzien dat een Koninklijk besluit de wijze regelen zal waarop de afrekkingen zullen vastgesteld worden, derwijze de belangen der vennootschappen met die der Schatkist overeen te brengen.

ART. 14.

§ 2 van artikel 54 behelst, dat degenen die de belasting op sommige roerende inkomsten en de bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, uit dien hoofde eene aangifte moeten overleggen binnen vijftien dagen na de maand gedurende dewelke deze inkomsten werden toegekend. Deze bepaling is niet meer gewettigd wat betreft de bedrijfsbelasting op de bezoldigingen en loonen, aangezien in het nieuw stelsel van het ontwerp de belasting driemaandelijks te betalen is. Te dien einde schrijft artikel 14 voor aan degenen die de bezoldigingen, loonen, pensioenen of lijfrenten betalen, of die dergelijke inkomsten verschuldigd zijn, aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen de vijf dagen volgende op elk trimester, eenen staat ter hand te stellen overeenstemmend met het door den Minister van Financiën vastgesteld model en houdende aanduiding, voor gemeld tijdsbestek, van de namen en adressen der gerechtigden, alsmede van het bedrag der aan ieder van hen betaalde sommen.

Wat de roerende inkomsten betreft andere dan die der aandeelen bedoeld in § 1 van artikel 54, aangifte daarvan wordt gedaan op het oogenblik van de betaling der belasting zooals voorzien in § 1 van artikel 59 der wet.

ART. 15.

Gezien de wijzigingen voortvloeiende zoowel uit de door de Kamer aangenomen amendementen als uit de nieuwe bepalingen, behoort § 1 van artikel 59, die de betaling der verschillende belastingen regelt, te worden vervangen; de cedulaire belastingen en de supertaxe zijn per trimester te betalen, nochtans zal de belasting op roerende zaken, door afhouding op de belastbare inkomsten geïnd, betaalbaar blijven binnen de *vijftien dagen* volgende op het verstrijken der maand tijdens dewelke die inkomsten werden betaald, 't is te zeggen gedurende dewelke de vervallen en betaalbare inkomsten ter beschikking van de rechthebbenden zijn.

Art. 16.

Artikel 63 der wet voorziet het verstrekken van inlichtingen, van wege derden, slechts « ten einde de behandeling van het verhaal te verzekeren ». Deze beperking zou de plaatselijke ambtenaars kunnen aanzetten de belanghebbenden te hoog te belasten om geschillen te doen rijzen en aldus de inlichtingen te bekomen noodig tot de regelmatige vestiging der belastingen.

Deze nuttelooze verwickelingen behooren te worden vermeden en de agenten van het Beheer moeten in staat gesteld worden inlichtingen in te winnen vóór het vestigen der aanslagen, derwijze in de mate van het mogelijke te hooge aanslagen en fiscale geschillen te vermijden.

Naar dezelfde opvatting, dient aan den Minister van Financiën ook toegelaten te worden, niet alleen het onderzoek voor te schrijven van de boekhouding der schatplichtige handelaars, zooals het 2^e lid van artikel 63 dit voorziet, maar ook de borderellen tot inkasseering der inkomsten van de roerende kapitalen ter inzage te vragen.

De verplichting deze borderellen over te leggen, werd in eerste lezing op voorstel der heeren Brunet en consoorten aangenomen; in tweede lezing werd zij weggelaten om van de Kamer eenparige goedkeuring van het stelsel der aangifte te bekomen.

Een grondiger onderzoek van het vraagstuk deed uitschijnen, dat het niet overleggen der borderellen bedrog zal vergemakkelijken en de belasting zal doen wegen op personen die te goeder trouw zijn. Dit is een gevolg dat tot elken prijs behoort vermeden, zoowel in 't belang der Schatkist, als in dat der openbare zedelijkheid. Ten andere zullen de borderellen de belanghebbenden toelaten de belastingen te doen afrekken, die zij reeds uit hoofde van dezelfde roerende inkomsten zouden betaald hebben. Het is dus een maatregel van stipte fiscale gerechtigheid.

Door te bedingen dat de bij artikel 63 bedoelde inlichtingen moeten verstrekt en inzage der boeken toegelaten worden binnen vijftien dagen na het verzoek, beoogt het ontwerp desvoorkomend de in artikel 78 der wet vermelde strafbepaling te kunnen toepassen.

Art. 17.

§ 2 van artikel 81 en § 2 van artikel 82 kennen aan het bijzonder fonds der gemeenten één vijfde toe van de opbrengst der roerende belasting op sommige inkomsten en der bedrijfsbelasting, overeenkomstig § 3 van artikel 33 gevestigd.

Het opheffen dezer laatste bepaling (zie art. 7 van het ontwerp) zal voor gevolg hebben het aandeel der provinciën en der gemeenten in de opbrengst der bedrijfsbelasting aanmerkelijk te verhoogen, in dezen zin dat bedoelde machten, rechtstreeks de helft der belasting zullen verkrijgen verband houdende, voor de bezoldigingen en loonen, met het belastbaar gedeelte der eerste schijf van 5000 frank, terwijl, naar het stelsel der wet, slechts één vijfde der van die eerste schijf verschuldigde belasting in het bijzonder fonds der gemeenten moest gestort worden.

Anderdeels, zou de uitvoering van § 2 van artikel 81 veel verwikkeling van schrijfwerk veroorzaken. In die voorwaarden stelt de Regeering voor gemelde bepaling op te heffen evenals § 2 van artikel 82 en aan het bijzonder fonds der gemeenten een vast aandeel toe te kennen, overeenstemmende met één frank per inwoner, dat van de opbrengst der uitsluitend aan den Staat toekomende belastingen zal worden voorafgenomen.

Dit bedrag was reeds bij artikel 2, § 2 der wet van 19 Oogst 1889 vastgesteld; luidens dit artikel werd het bijzonder fonds der gemeenten in stand gehouden door de opbrengst van het vergunningsrecht en van de invoerrechten op vee en vleesch; maar deze ontvangsten moesten desgvallende, tot hooger gemelde som, aangevuld worden door eene voorafneming op de opbrengst der invoerrechten over 't algemeen. Sedertdien werden de bij gemeld artikel 2 bedoelde voorafnemingen afgeschaft en vervangen door de bijzondere taxe op inlandschen brandewijn, de bijtaxe op vreemden brandewijn en de openingstaxe op de drankslijterijen. Daar nu de opbrengst dezer taxes op verre na onvoldoende is om het minimum van één frank per inwoner te bereiken, werd aan het bijzonder fonds een aandeel toegekend in de belastingen op de inkomsten bij de wet van 19 October 1919 gevestigd. Vereenvoudigingshalve komt het verkieslijk voor aan bedoeld fonds, benevens de opbrengst der drie voormelde taxes, de voorafbepaalde voorafneming te waarborgen op de uitsluitend aan den Staat toekomende opbrengst der cedulaire belastingen en der supertaxe.

ART. 18.

Artikel 90 der wet schaft, behoudens voor de aanslagen in verband met dienstjaren die 1920 voorafgaan, de wettelijke bepalingen af beheerschende namelijk het patentrecht en de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten; deze tekst brengt natuurlijk mede dat de vrijstellingen van gemelde belastingen, door de afgeschafte bepalingen verleend, ophouden te bestaan. Evenwel, om daaromtrent geschillen te vermijden, is het voegzaam voorgekomen het inzicht van den wetgever duidelijk te omschrijven en nadrukkelijk te bepalen, dat alle vrijstellingen vroeger verleend inzake patentrecht of taxe op de werkelijke inkomsten en winsten opgeheven zijn. Onder de afgeschafte vrijstellingen kan men inzonderheid aanstippen diegene voorzien in artikel 3 der organische wet op het patentrecht van 21 Mei 1819, diegene door bijzondere wetten ingevoerd ten voordeele namelijk der nationale maatschappij voor buurtspoorwegen, der vennootschap van de vaart- en haveninrichtingen te Brussel en van het Gemeentekrediet (wetten van 1 September 1913, art. 13, en van 30 December 1913, art. 2) en eindelijk diegene voortvloeiende uit het bedongene in overeenkomsten of lastkobieren door bijzondere wetten bekrachtigd.

Het ware niet te bevroeden, dat terwijl de oude Staatsrente onderworpen is aan de belasting op roerende zaken, de obligatie- of aandeelhouders van sommige vennootschappen, zelfs met uitsluitend privaat karakter, zooals de naamlooze vennootschap van den spoorweg 's Gravenbrakel-Gent, eene

vrijstelling zouden blijven genieten welke onder de heerschappij van een gansch verschillend fiscaal stelsel werd verleend.

Wat voormelde maatschappijen betreft (buurtspoorwegen, gemeentekrediet, enz.), daar zij behooren tot de klasse der openbare instellingen bedoeld in n° 2 van artikel 14, zullen zij, betreffende de inkomsten harer actiën en obligatiën, het voordeel genieten van het bijzonder stelsel voorzien ten bate der titels door de openbare machten uitgegeven.

ART. 19.

De wijzigingen door dit ontwerp in de wet van 29 October 1919 gebracht, zullen met 1 Januari 1920 van kracht zijn; aldus zal volkomen gelijkheid verzekerd zijn bij de behandeling van al degenen die de nieuwe belastingen verschuldigd zijn.

Dit zijn, Mijne Heeren, de wijzigingen welke de Regeering U voorstelt tot betrachting van meer rechtvaardigheid in de belasting en tot betere verzekering van vastheid onzer financiën. Zij twijfelt er niet aan, dat gij ze bij hoogdringendheid zult gelieven te onderzoeken in den geest van eendracht en vaderlandsliefde, die de aanneming onzer nieuwe fiscale wetgeving kenmerkte.

De Eerste Minister,

Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



BIJLAGE I.

Bedrijfsbelasting en supertaxe.

Minimum tot levensonderhoud, vrijgesteld van de belasting.

Burgerlijken stand en familielasten.	Gemeenten van					Verhouding der toeneming van het minimum wegens familielasten.
	minder dan 5,000 inwoners.	5,000 tot en zonder 15,000 inwoners.	15,000 tot en zonder 30,000 inwoners.	30,000 tot en zonder 60,000 inwoners.	60,000 en meer inwoners.	
Ongehuwde	1,800	2,100	2,400	2,700	3,000	"
Gehuwde zonder kind . . .	2,160	2,520	2,880	3,240	3,600	2/10
Gehuwde één kind :						
van 8 jaar of minder . .	2,340	2,730	3,120	3,510	3,900	3/10
boven de 8 jaar	2,520	2,940	3,360	3,780	4,200	4/10
Gehuwde twee kinderen :						
van 8 jaar of minder . .	2,520	2,940	3,360	3,780	4,200	4/10
waarvan één van 8 jaar of minder en één boven de 8 jaar	2,700	3,150	3,600	4,050	4,500	5/10
boven 8 jaar	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	6/10
Gehuwde drie kinderen :						
van 8 jaar of minder . .	2,700	3,150	3,600	4,050	4,500	5/10
waarvan twee van 8 jaar of minder en één boven 8 jaar	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	7/10
waarvan één van 8 jaar of minder, en twee boven 8 jaar	3,060	3,570	4,080	4,590	5,100	7/10
boven 8 jaar	3,240	3,780	4,320	4,860	5,400	8/10
Gehuwde vier kinderen :						
van 8 jaar of minder . .	2,880	3,360	3,840	4,320	4,800	6/10
waarvan drie van 8 jaar of minder en één boven 8 jaar	3,060	3,570	4,080	4,590	5,100	7/10
waarvan twee van 8 jaar of minder en twee boven 8 jaar	3,240	3,780	4,320	4,860	5,400	8/10
waarvan één van 8 jaar of minder en drie boven 8 jaar	3,420	3,990	4,560	5,130	5,700	9/10
boven 8 jaar	3,600	4,200	4,800	5,400	6,000	10/10

Belasting op het globaal inkomen of supertaxe.

Bedrag der inkomsten na aftrekkingen wegens familielasten.	Rooster volgens het stelsel							
	der wet van 29 October 1919.				van het ontwerp.			
	Percent per schijf van inkomsten.	Belasting per schijf verschuldigd.	Totaal van de belasting.	Gemiddeld percent (1).	Percent per schijf van inkomsten.	Belasting per schijf verschuldigd.	Totaal van de belasting.	Gemiddeld percent (1).
5,000	1	50	50	1	1/2	25 »	25 »	0,50
10,000	1	50	100	1	1	50 »	75 »	0,75
15,000	1 1/2	75	175	1,16	1 1/2	75 »	150 »	1 »
20,000	2	100	275	1,37	2	100 »	250 »	1,25
25,000	2 1/2	125	400	1,60	2 3/4	137,50	387,50	1,55
30,000	3	150	550	1,83	3 1/2	175 »	562,50	1,87
35,000	3 1/2	175	725	2,07	4 1/4	212,50	775 »	2,21
40,000	4	200	925	2,31	5	250 »	1,025 »	2,56
45,000	4 1/2	225	1,150	2,51	5 3/4	287,50	1,312,50	2,92
50,000	5	250	1,400	2,80	6 1/2	325 »	1,637,50	3,27
55,000	5 1/2	275	1,675	3,04	7 1/4	362,50	2,000 »	3,64
60,000	6	300	1,975	3,29	8	400 »	2,400 »	4,00
65,000	6 1/2	325	2,300	3,53	9	450 »	2,850 »	4,38
70,000	7	350	2,650	3,78	10	500 »	3,350 »	4,78
75,000	7 1/2	375	3,025	4,03	11	550 »	3,900 »	5,20
80,000	8	400	3,425	4,28	12	600 »	4,500 »	5,62
85,000	8 1/2	425	3,850	4,52	13	650 »	5,150 »	6,06
90,000	9	450	4,300	4,77	14	700 »	5,850 »	6,50
95,000	9 1/2	475	4,775	5,02	15	750 »	6,600 »	6,95
100,000	10 ma- ximum.	500	5,275	5,27	16	800 »	7,400 »	7,40
105,000		500	5,775	5,50	17	850 »	8,250 »	7,86
110,000		500	6,275	5,70	18	900 »	9,150 »	8,32
115,000		500	6,775	5,88	19	950 »	10,100 »	8,78
120,000		500	7,275	6,06	20 ma- ximum.	1,000 »	11,100 »	9,25
125,000		500	7,775	6,22		1,000 »	12,100 »	9,68
130,000		2,500	10,275	6,85		5,000 »	17,100 »	11,40
175,000		2,500	12,775	7,30		5,000 »	22,100 »	12,63
200,000		2,500	15,275	7,63		5,000 »	27,100 »	13,55
250,000		5,000	20,275	8,11		10,000 »	37,100 »	14,84
300,000		5,000	25,275	8,43		10,000 »	47,100 »	15,70
400,000		10,000	35,275	8,81		20,000 »	67,100 »	16,78
500,000		10,000	45,275	9,05		20,000 »	87,100 »	17,42

(1) Deze percenten zullen feitelijk veel geringer zijn ten gevolge der verminderingen van belasting voor familielasten toegestaan.

PROJET DE LOI

modifiant la législation relative aux
impôts sur les revenus.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, est modifiée par les dispositions suivantes :

ART. 2.

Dans la finale du § 2 de l'article 13, sont supprimés les mots : *et de toutes sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt.*

ART. 3.

Le dernier alinéa de l'article 23 est remplacé comme suit :
Toutefois, il est déduit des reve-

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der wetgeving betreffende
de belastingen op de inkomsten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet indienen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De wet van 29 October 1919, houdende vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, wordt door de volgende bepalingen gewijzigd :

ART. 2.

In het slot van § 2 van artikel 13 vervallen de woorden : *« en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen ».*

ART. 3.

Het laatste lid van artikel 23 wordt vervangen als volgt :
Evenwel wordt van de bedrijfsin-

nus professionnels de toute nature une somme égale ou proportionnelle au minimum exempté de la supertaxe en vertu des articles 41 à 43.

ART. 4.

Le § 3 de l'article 29 est complété par l'alinéa ci-après :

A défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des personnes visées au n° 2 de l'article 25 sont fixées au sixième de leurs rémunérations ou salaires.

ART. 5.

Le § 3 de l'article 31 est remplacé ainsi qu'il suit :

§ 3. — En cas de non paiement de la taxe dans les délais fixés, ceux qui paient en Belgique les revenus indiqués au n° 2 de l'article 25 ou qui en sont débiteurs, sont tenus personnellement d'acquitter l'impôt et les intérêts y relatifs, mais ont le droit d'en faire la retenue sur les dits revenus et ce, sans recours des bénéficiaires, même si ceux-ci sont de nationalité étrangère.

La retenue ne peut toutefois excéder le cinquième des rémunérations ou salaires, quel qu'en soit le montant.

ART. 6.

Le § 3 de l'article 32 est modifié comme il suit :

§ 3. — Pour les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 25, la taxe est due sur les rémunérations, salaires

komsten van allen aard eene som afgetrokken gelijk of geëvenredigd aan het krachtens artikelen 41 tot 43 van de supertaxe vrijgesteld minimum.

ART. 4.

§ 3 van artikel 29 wordt door het volgend lid aangevuld :

Bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens worden de bedrijfslasten der bij n° 2 van artikel 25 bedoelde personen op één zesde van hunne bezoldigingen of loonen vastgesteld.

ART. 5.

§ 3 van artikel 31 wordt vervangen als volgt :

§ 3. — In geval van niet betaling der belasting binnen den gestelden tijd, zijn degenen die in België de in n° 2 van artikel 25 aangeduide inkomsten betalen of die dezelve verschuldigd zijn, persoonlijk gehouden de belasting en de daarmede verband houdende interesten te voldoen, maar zij zijn gerechtigd om dezelve van gemelde inkomsten af te trekken en zulks zonder verhaal vanwege de rechthebbenden, zelfs indien deze tot eene vreemde nationaliteit behooren.

De afgetrokken som mag nochtans één vijfde van de bezoldigingen of loonen, welk ook dezer bedrag weze, niet overtreffen.

ART. 6.

§ 3 van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

§ 3. — Voor de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 25 is de belasting verschuldigd over de

ou pensions de l'année antérieure.

Les dispositions du § 2 qui précède sont également applicables en l'espèce.

ART. 7.

Le § 3 de l'article 35 est supprimé.

ART. 8.

Dans la finale de l'article 36, sont supprimés les mots « *de fonds publics* ».

ART. 9.

Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 39 :

Sauf preuve contraire, sont présumés faire partie du ménage les enfants de moins de 21 ans qui habitent avec leurs parents.

Les revenus que le redevable touche pour des groupes ou organismes étrangers à son ménage sont déclarés et imposés séparément, moyennant les justifications nécessaires.

ART. 10.

§ 1^{er}. — Les 2^e et 3^e alinéas du § 1^{er} de l'article 41 sont remplacés ainsi qu'il suit :

Ce minimum est fixé à :

1,800 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants ;

2,400 francs dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement ;

2,400 francs dans les communes de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement ;

bezoldigingen, loonen of pensioenen van het vorig jaar.

De voorschriften van de vorige paragraaf 2 zijn terzake insgelijks van toepassing.

ART. 7.

§ 3 van artikel 35 vervalt.

ART. 8.

In het slot van artikel 36 vervallen de woorden : « *van openbare fondsen* ».

ART. 9.

De volgende leden worden aan artikel 39 toegevoegd :

Behoudens tegenbewijs, worden vermoed van de familie deel uit te maken de kinderen beneden de 21 jaar, die bij hunne ouders inwonen.

De inkomsten welke de schatplichtige optrekt voor aan zijn gezin vreemde groepen of instellingen worden afzonderlijk aangegeven en belast, mits de noodige bewijsaanvoering.

ART. 10.

§ 1. — De 2^e en 3^e leden van § 1 van artikel 41 worden vervangen als volgt :

Dit minimum wordt bepaald op :

1,800 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners ;

2,400 frank in de gemeenten van 5,000 tot en zonder 15,000 inwoners ;

2,400 frank in de gemeenten van 15,000 tot en zonder 30,000 inwoners ;

2,700 francs dans les communes de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement ;

3,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

Ce barème peut être révisé par arrêté royal en cas de modification des conditions économiques de l'existence.

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté au § 3 dudit article :

Un arrêté royal peut aussi ranger une commune dans une catégorie supérieure à celle de sa population, lorsque le coût de la vie y est particulièrement élevé à raison de circonstances exceptionnelles.

ART. 11.

La disposition suivante est intercalée après le 1^{er} alinéa de l'article 42 :

Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de plus de huit ans à la date précitée.

ART. 12.

Le second alinéa de l'article 44 est modifié comme il suit :

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un demi p. c. pour la première tranche ; il augmente graduellement :

1^o d'un demi p. c. pour les trois tranches suivantes ;

2^o de trois quarts p. c. pour les huit tranches suivantes ;

3^o de 1 p. c. pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 20 p. c.

2,700 frank in de gemeenten van 30,000 tot en zonder 60,000 inwoners.

3,000 frank in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer.

Deze rooster kan, bij Koninklijk besluit, herzien worden ingeval van wijziging der economische levensvoorwaarden.

§ 2. — Het volgend lid wordt aan § 3 van gemeld artikel toegevoegd :

Een koninklijk besluit kan insgelijks eene gemeente in eene hogere klasse dan die harer bevolking rangschikken wanneer de levensstandaard aldaar bijzonder hoog is ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden,

ART. 11.

De volgende bepaling wordt na het eerste lid van artikel 42 ingevoegd.

Deze verhooging wordt verdubbeld voor de vrouw en voor elk kind dat op voormelden datum meer dan acht jaar oud is.

ART. 12

Het tweede lid van artikel 44 wordt gewijzigd als volgt :

De supertaxe wordt toegepast, voor ieder schatplichtige, per schijf van inkomen van 5,000 frank en minder. Het bedrag er van wordt vastgesteld op één half t. h. voor de eerste schijf ; het verhoogt trapsgewijze :

1^o met één half ten honderd voor de drie volgende schijven ; 2^o met drie vierden ten honderd voor de acht volgende schijven ; 3^o met één ten honderd voor de overige schijven.

quant à la partie du revenu excédant 115,000 francs.

ART. 13.

L'article 52 est remplacé comme il suit :

Sont éventuellement déduits du montant des taxes *cédulaires* les impôts directs et les additionnels que le même redevable a déjà acquittés en Belgique à raison des revenus taxés ou que les sociétés visées au 1^{er} de l'article 14 y ont déjà payés sur des sommes qui sont distribuées aux actions ou parts.

Ces déductions sont réglées par arrêté royal.

ART. 14.

Le 1^{er} alinéa du § 2 de l'article 54 est remplacé comme il suit :

§ 2. — En ce qui concerne les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 25, ceux qui les paient ou qui en sont débiteurs remettent au receveur des contributions du ressort, dans le mois qui suit chaque trimestre, un état, conforme au modèle arrêté par le Ministre des Finances, indiquant pour la dite période les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes payées à chacun d'eux.

ART. 15.

Le § 1^{er} de l'article 59 est modifié ainsi qu'il suit :

Les impôts *cédulaires* et la super-

ven zonder twintig ten honderd te mogen overtreffen wat betreft het gedeelte van het inkomen boven 115,000 frank.

ART. 13.

Artikel 52 wordt vervangen als volgt :

Worden, bij voorkomend geval, van het bedrag der *cedulaire* belastingen afgetrokken de rechtstreekse belastingen en de opcentiemen, welke dezelfde belastingplichtige in België reeds op grond der belaste inkomsten heeft betaald, of welke de in 1^o van artikel 14 bedoelde vennootschappen aldaar reeds hebben betaald van sommen die aan de aandeelen of deelen worden uitgekeerd.

Deze afrekkings worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 14.

Het eerste lid van § 2 van artikel 54 wordt vervangen als volgt :

§ 2. — Wat betreft de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 25, zij die dezelve betalen of die ze verschuldigd zijn, stellen aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen de maand volgende op elk trimester, eenen staat ter hand, overeenstemmend met het door den Minister van Financiën vastgesteld model, en houdende aanduiding, voor gemeld tijdsbestek, van de namen en adressen der gerechtigden, alsmede van het bedrag der aan ieder van hen betaalde sommen.

ART. 15.

§ 1 van artikel 59 wordt gewijzigd als volgt :

De *cedulaire* belastingen en de

taxe sont payables par trimestre; toutefois, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel ces revenus ont été payés.

ART. 16.

§ 1^{er}. — A l'article 63, premier alinéa, les mots « *aux fins d'assurer l'instruction du recours* » sont remplacés par ceux de « *aux fins d'assurer l'établissement régulier des impôts.* »

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté à l'article 63 :

Le Ministre peut aussi ordonner la communication des bordereaux d'encaissement des revenus des capitaux mobiliers et régler le modèle de ces bordereaux.

Les renseignements susvisés doivent être fournis et l'inspection des livres doit être permise dans les quinze jours de la demande.

ART. 17.

Les § 2 des articles 81 et 82 sont supprimés et la disposition suivante est ajoutée à l'article 83 :

Sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'État, il est attribué au fonds spécial des communes une somme équivalant à un franc par habitant.

Cette quote-part remplace celle qui est prévue par l'article 2 de la loi du 19 août 1889.

supertaxe zijn betaalbaar per trimester; evenwel is de belasting op roerende zaken, welke geëind wordt bij afhouding van de belastbare inkomsten, te betalen binnen de vijftien dagen volgende op het verstrijken der maand gedurende dewelke deze inkomsten betaald werden.

ART. 16.

§ 1. — In artikel 63, 1^o lid, worden de woorden : « *Ten einde de behandeling van het verhaal te verzekeren* » vervangen door deze : « *Ten einde de regelmatige vestiging der belastingen te verzekeren* ».

§ 2. — Het volgend lid wordt aan artikel 63 toegevoegd :

De Minister kan insgelijks de mededeeling bevelen van de borderellen tot inkasseering der inkomsten van de roerende kapitalen, en het model dezer borderellen regelen.

Hoogerbedoelde inlichtingen moeten verstrekt en inzage der boeken moet verleend worden binnen de vijftien dagen van het verzoek.

ART. 17.

§ 2 van artikelen 81 en 82 worden opgeheven, en de volgende bepaling wordt aan artikel 83 toegevoegd :

Van de opbrengst der belastingen die uitsluitend aan den Staat toekomen, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten eene som toegekend overeenstemmend met één frank per inwoner.

Dit aandeel vervangt dat voorzien bij artikel 2 der wet van 19 Augustus 1889.

ART. 18.

L'article 90 est complété comme il suit :

Sont supprimées les exemptions antérieurement accordées en matière de droit de patente ou de taxe sur les revenus et profits réels.

ART. 19.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1920.

Donnée à Laeken, le 16 février 1920.

ART. 18.

Artikel 90 wordt aangevuld als volgt :

Worden afgeschaft de vrijstellingen vroeger verleend in zake patentrecht of taxe op de werkelijke inkomsten en winsten.

ART. 19.

De bepalingen dezer wet zijn van 1 Januari 1920 af van toepassing.

Gegeven te Laeken, den 16 Februari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

